

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

(CCP N° 2025-SDIT-DIRNB-08 du 14 août 2025)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État, Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par
décret du 11 janvier 2023

Objet du marché

Aménagement d'une voie réservée au covoiturage sur l'A62 – Assistance maîtrise
d'œuvre à la conception des équipements dynamiques

Remise des offres

Date limite de réception : le 19 septembre à 12h00 (heure locale de l'adresse
du RPA)

Le présent CCP comporte 2 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1 - OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
1.1 Objet du marché.....	7
1.2 Contexte de l'étude.....	8
1.3 Décomposition en tranche et en lot.....	9
1.4 Définition des parties contractantes.....	9
1.4.1 Représentation du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.....	9
1.4.2 Cotraitants.....	10
1.4.3 Personne physique affectée à la mission.....	11
1.4.4 Formes des notifications.....	12
1.5 Autres intervenants.....	13
1.5.1 Exploitant de la rocade.....	13
1.5.2 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS).....	13
1.5.3 Contrôle extérieur.....	13
1.6 Organisation de la mission.....	14
1.6.1 Organisation générale.....	14
1.6.2 Organisation des missions.....	14
1.6.3 Points d'arrêts.....	15
1.6.4 Documents fournis au titulaire.....	15
1.6.5 Réunions d'avancement du marché.....	16
1.6.6 Réunions de préparation de levée de point d'arrêt (tranche ferme et tranche optionnelle 1) ..	16
1.6.7 Modalités de convocation (tranche optionnelle 3).....	16
1.6.8 Contrôles internes et externes.....	17
1.6.9 Modifications et adjonctions.....	17
1.7 Dispositions générales.....	17
1.7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	17
1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	18
1.7.3 Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	19
1.7.4 Assurances.....	20

1.7.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	20
1.7.6 Clauses sociales et environnementales.....	21
1.7.7 Ordre de service.....	22
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	22
2.1 Pièces particulières :.....	22
2.2 Pièces générales.....	23
2.3	23
2.4 Généralités.....	23
2.4.1 Équipements existants impactés par les travaux de l'aménagement de voie réservée au covoiturage (VR2+) sur l'A62.....	23
2.4.2 Demande du gestionnaire et règles de conception.....	24
2.5 Prestations de la tranche ferme : études de définition des équipements dynamiques.....	28
2.5.1 Réunion de lancement, visite détaillée et connaissance du site.....	28
2.5.2 Examen critique des schémas projetés.....	29
2.5.3 Étude de couverture vidéo.....	29
2.5.4 Étude de couverture de détection automatique d'incidents (DAI).....	29
2.5.5 Établissement d'un rapport critique suite au recueil et à l'analyse des données.....	29
2.5.6 Établissement d'un dossier d'études préalables.....	29
2.5.7 Modification majeure du dossier des études préalables suite au point d'arrêt avec le maître d'ouvrage central.....	31
2.5.8 Établissement d'un dossier technique détaillé (PRO).....	31
2.6 Prestations de la tranche optionnelle 1 : établissement des DCE.....	32
2.7 Prestations de la tranche optionnelle 2 : analyse technique des offres et mise au point du marché.....	33
2.8 Prestation de la tranche optionnelle 3 : Assistance au maître d'œuvre en phase travaux et réception.....	34
ARTICLE 3 - VALIDATION, FORME DES DOCUMENTS REMIS PAR LE TITULAIRE ET MODE DE TRANSMISSION.....	34
3.1 Documents à produire par le titulaire.....	35
3.2 Validation des documents.....	35
3.3 Mode de transmission.....	35
3.3.1 Supports papier.....	35
3.3.2 Formats et supports informatiques.....	35
ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES	36
4.1 Tranche optionnelle.....	36

4.1.1 Délais limites de notification.....	36
4.1.2 Indemnité de dédit.....	36
4.1.3 Indemnité d'attente.....	36
4.2 Contenu des prix.....	37
4.3 Règlement des comptes.....	37
4.3.1 Modalité de règlement des comptes.....	37
4.3.2 Modalités de transmission et de paiement.....	38
4.3.2.1 – Modalités de transmission des pièces de paiement.....	38
4.3.2.2 - Modalités de paiement.....	38
4.4 Variation dans les prix.....	39
4.4.1 Forme des prix.....	39
4.4.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	39
4.4.3 Choix des index de référence.....	39
4.4.4 Modalités de révision des prix.....	39
4.4.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	40
4.5 Modalités particulières de paiement.....	40
ARTICLE 5 - DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	41
5.1 Délai d'exécution.....	41
5.2 Prolongation du délai d'exécution.....	41
5.3 Pénalités.....	41
5.3.1 Pénalités pour retard de remise de documents.....	41
5.3.2 Pénalités pour retard d'exécution de délais distincts.....	42
5.3.3 Pénalités pour non respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	42
5.3.4 Pénalités pour erreurs répétitives.....	42
5.3.5 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	42
5.3.6 Pénalités pour absence aux réunions.....	43
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	43
6.1 Retenue de garantie.....	43
6.2 Avances.....	43
ARTICLE 7 - ADMISSION.....	44
7.1.1 Remise des documents.....	44
7.1.2 Délais d'admission des prestations.....	44
7.1.3 Réfaction.....	45
7.1.4 Ajournement.....	45
7.1.5 Rejet.....	45

ARTICLE 8 - ARRÊT DE L'ÉTUDE.....	45
ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DES DOCUMENTS.....	45
ARTICLE 10 - SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	46
ARTICLE 11 - PRINCIPES DE L'EXÉCUTION PERSONNELLE ET D'INDÉPENDANCE.....	46
ARTICLE 12 - ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION.....	46
12.1 Arrêt de l'exécution des prestations.....	46
12.2 Résiliation.....	46
ARTICLE 13 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	47
ARTICLE 14 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	48
ARTICLE 15 -	48

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

L'objet du présent marché consiste à réaliser, dans le cadre de l'opération d'aménagement d'une voie de covoiturage sur l'A62 entre les échangeurs 1.1 et l'A630 – rocade de Bordeaux, les prestations suivantes :

- conception des équipements dynamiques nécessaire au fonctionnement d'une voie de covoiturage et d'une voie auxiliaire sur la zone du projet (position des équipements, règles de lisibilité et de visibilité, dimensionnement des câblages d'alimentation et transmission...) au niveau d'études préalables ;
- définition des travaux d'équipements dynamiques envisagés au niveau des études projet ;
- rédaction des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises des travaux d'équipements dynamiques ;
- assistance au maître d'œuvre dans l'analyse des offres d'entreprises et la mise au point des marchés de travaux ;
- assistance au maître d'œuvre en phase travaux jusqu'à la réception.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : les communes de Villeunave-d'Ornon, Cadaujac, Saint-Médard-d'Eyrans et Ayguemorte-les-Graves dans le département de la Gironde (33).

Dans le présent cahier des clauses particulières (CCP), on entend par le terme Équipements Dynamiques « ED », l'ensemble des équipements et des éléments nécessaires à la réalisation et au fonctionnement des équipements (génie civil, équipements, transmissions, raccordements...). Les équipements dynamiques comprennent tous les équipements de signalisation nécessaires à la voie réservée : DAI, PMV, prisme, etc. Ne sont pas compris dans ce marché la conception et la réalisation des algorithmes et interfaces avec l'exploitant (CIGT). Le titulaire doit chercher à optimiser sa conception en maintenant et réutilisant le plus possible les équipements dynamiques existants.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Ces prestations doivent être conformes :

- au guide Voix Structurantes d'Agglomération – Conception des voies à 90 et 110 km/h – Cerema – Édition 2015 ;
- au guide Voix Structurantes d'Agglomération – Aménagement des voies auxiliaires – Cerema – Édition 2020 ;
- au guide Voix Structurantes d'Agglomération – Aménagement des voies réservées au covoiturage et à certaines catégories de véhicules – Cerema – Édition 2020 ;
- au guide Instruction sur les Conditions Techniques d'Aménagement des Autoroutes de Liaison – Cerema – Édition 2015 mise à jour en 2021 ;
- à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR) consolidée en 2023 ;
- ainsi qu'aux normes en vigueur.

La liste des documents cités ci-dessus n'est pas exhaustive.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1.2 Contexte de l'étude

L'autoroute A62 non concédée est aménagée à 2 × 2 voies entre l'échangeur n° 19 (échangeur entre la rocade et l'autoroute de Toulouse – A62) et l'échangeur 1.1 de l'autoroute A62, sur un linéaire d'environ 10 km.

L'opération dans laquelle s'inscrit le présent marché consiste à aménager une voie réservée au covoiturage (VR2+) sur la voie de gauche et une voie auxiliaire sur l'espace actuel de la BAU entre l'échangeur n°19 de la rocade et l'échangeur 1.1 dans le sens Toulouse-Bordeaux. Ces voies seront activées au moyen d'équipements dynamiques à des horaires spécifiques en fonction des conditions de circulation (heure de pointe du matin essentiellement).

La DREAL Nouvelle-Aquitaine a mené les études d'opportunité du projet qui ont abouti à une variante préférentielle. Cette variante sera approfondie au stade des études préalables et de conception détaillée. Le présent marché concerne le volet "équipements dynamiques" de ces études, jusqu'à la réception des travaux.

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le service d'ingénierie routière (SIR) de la Direction interdépartementale des routes Atlantique (DIRA), pour le compte de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Aquitaine, le maître d'ouvrage.

1.3 Décomposition en tranche et en lot

Le marché comporte une tranche ferme et trois tranches optionnelles :

La tranche ferme comporte deux phases :

- Phase 1.1 : recueil, analyse des données et réalisation du dossier d'études préalables. ;
- Phase 1.2 : recueil, analyse des données et réalisation du dossier PRO.

Tranches	Phases	Désignation
Ferme	1.1	Recueil, analyse des données et réalisation du dossier d'études préalables.
	1.2	Recueil, analyse des données et réalisation du dossier PRO.
Optionnelle 1	/	Élaboration des pièces techniques du DCE
Optionnelle 2	/	Assistance au maître d'œuvre à l'analyse des offres.
Optionnelle 3	/	Assistance au maître d'œuvre en phase travaux et à la réception

1.4 Définition des parties contractantes

1.4.1 Représentation du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire :

1. Le chef du service d'ingénierie routière (SIR) pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine (articles 3.4, 3.5, 3.6, 11.7.1 et 43 du CCAG PI) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3 du CCAG PI) ;
- Notification des ordres de services et communications du RA (articles 3.1, 3.4.3, 3.5, 3.6.3, 3.8, 11.7.2, 18.3 et 39.2 du CCAG PI). Cette notification pouvant se faire via le MOA à travers la plateforme dématérialisée PLACE comme indiqué au 1.4.4 du CCP ;
- Signature et notification, en tant que représentant de le pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (articles 28-29 du CCAG PI).

2. Le chef de l'équipe projet au sein du SIR pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des demandes de paiement (article 11.3 du CCAG PI) ;
- Proposition de décompte des pénalités (article 14 du CCAG PI) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification des demandes de paiement (article 11.6 du CCAG PI) ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG PI).

Ces personnes sont désignées dans la suite du présent document par l'expression « le maître d'œuvre ».

Le maître d'œuvre sera assisté, pour l'exécution de ce marché, par le Centre d'ingénierie et de gestion du trafic (CIGT) et le district de Bordeaux de la DIRA, exploitant des voies rapides urbaines.

Il facilitera l'obtention, auprès des autres administrations et organismes compétents, des informations et renseignements dont le titulaire pourrait avoir besoin et mettra à sa disposition les documents nécessaires à la réalisation de l'étude qui sont en sa possession.

1.4.2 Cotraitants

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le mandataire du groupement est solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard de le pouvoir adjudicateur. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du RA et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication du RA est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.4.3 Personne physique affectée à la mission

La personne physique, dénommée chef de projet, qui est désignée par le titulaire pour répondre de la qualité d'exécution des prestations de la tranche ferme et optionnelle n°1 et n°2 et le représenter dans toutes les relations avec le représentant du RA est :

- Nom et prénom
(qualité) :

Le chef de projet doit assister personnellement à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre.

Il est désigné par le titulaire pour le représenter. Il est de niveau « expert » et sera l'interlocuteur du maître d'œuvre tout au long de la mission. Il devra en particulier assister aux réunions de pilotage prévues par l'Administration Centrale.

La personne physique, dénommée chef de projet, qui est désignée par le titulaire pour répondre de la qualité d'exécution des prestations de la tranche optionnelle n°3 et le représenter dans toutes les relations avec le représentant du RA est :

- Nom et prénom
(qualité) :

Le chef de projet doit assister personnellement à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre.

Il est désigné par le titulaire pour le représenter. Il est de niveau « expert » et sera l'interlocuteur du maître d'œuvre tout au long de la mission. Le titulaire doit être en capacité de prévoir la possibilité de substitution du chef de projet par une personne d'un niveau équivalent et sur validation express du MOA.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées, l'article 3.4.3 du CCAG PI est applicable. En cas d'indisponibilité du chef de projet pendant une période continue supérieure à un mois, le RA se réserve le droit :

- soit de résilier le marché sans indemnité ;
- soit d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le titulaire ; dans ce cas, le RA dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, d'un délai de quinze jours pour accepter ou refuser le remplaçant présenté.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités.

1.4.4 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. .

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG PI, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG PI, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG PI, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

Les ordres de service, définis à l'article 1.7.7 ci-après, émanant du maître d'œuvre pourront également être notifiés au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), par voie dématérialisée par simple courrier électronique avec demande d'accusé de réception via le MOA. Ils pourront enfin être remis en mains propres.

1.5 Autres intervenants

1.5.1 Exploitant de la rocade

L'exploitant de la rocade est représenté par :

- le district de Gironde de la DIRA pour les avis sur la gestion et l'exploitation de la rocade A630 et de l'A62 ;
- le CIGT de la DIRA pour les avis sur la gestion des équipements dynamiques.

Avant toute intervention ou visite sur la rocade, le titulaire doit se rapprocher du district de Gironde de la DIRA basé : 1 rue du Maréchal Gallieni, 33 140 Villenave-d'Ornon, qui est gestionnaire de l'infrastructure.

Ce service lui précisera les conditions d'interventions (horaires d'accès et de sortie pour les personnels, les protections à mettre en place, etc.).

La traversée de la rocade et de l'A62 est interdite. Le stationnement des véhicules du personnel et du titulaire est interdit sur la bande d'arrêt d'urgence. Les conditions d'intervention sont décrites dans le fascicule des règles de sécurité lors des travaux sur les routes nationales à chaussées séparées de la DIR Atlantique annexé au DCE.

Le délai de préavis d'intervention de ce service avant toute intervention est de 15 jours.

L'offre remise est réputée tenir compte de cette contrainte.

1.5.2 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS)

Un Coordinateur SPS sera nommé en cours d'études par le maître d'ouvrage.

1.5.3 Contrôle extérieur

Le maître d'ouvrage réalisera lui-même les vérifications et pourra mandater un prestataire pour le contrôle extérieur concernant des parties très techniques. Le contrôle extérieur a pour rôle de contrôler les résultats des études sur les critères suivants ; respect des stipulations du présent dossier de consultation, respect des normes et réglementations en vigueur, respect des règles de l'art, des recommandations et règles de bonnes pratiques.

Le maître d'ouvrage communiquera au titulaire une note de synthèse des différentes remarques formulées lors des contrôles. Le titulaire examinera chaque point et procédera aux modifications en vue de la transmission des dossiers définitifs. La transmission du dossier modifié sera accompagnée d'une note de suivi comportant un récapitulatif des remarques formulées par le contrôle extérieur et, pour chacune, la suite donnée par le titulaire. L'ensemble des suite donnée par le titulaire seront à validation du MOA.

1.6 Organisation de la mission

1.6.1 Organisation générale

Tous les documents remis au maître d'œuvre, à l'issue de la tranche ferme et de la tranche optionnelle 1 devront comporter successivement les visas du chef de projet et du responsable du contrôle externe du titulaire du présent marché pour s'assurer de la conformité des études aux normes en vigueur (alimentation, massifs, etc).

Les modalités d'intervention de l'ensemble des prestataires doivent être soumises à l'agrément du maître d'œuvre par le titulaire.

À chaque étape correspondant à un sous-dossier particulier d'un dossier final, le titulaire s'engage à faire parvenir au maître d'œuvre le document minute de l'étape considérée. Le titulaire s'engage à fournir au maître d'œuvre, dans les conditions des prix du contrat, les documents « minutes » au fur et à mesure de leur avancement pour avis et validation.

1.6.2 Organisation des missions

Tranches	Missions	Versions des rendus	Délais	Validation
Ferme – Phase 1.1	Recueil, analyse des données d'études préalables et fourniture d'un rapport	V0 : version initiale	1 mois à partir de la réunion De lancement	Fiche d'observation du MOE
		V1 version finale suite aux observations du maître d'oeuvre	2 semaines après envoi de la Fiche d'observation	Point d'arrêt n°1 du MOE
	Dossier des études préalables	V0 version initiale	2 mois à partir de la réunion de Lancement	Fiche d'observation du MOE
		V1 version modifiée suite aux observations du maître d'oeuvre	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V2 version modifiée suite aux observations du contrôle extérieur et de l'avis exploitant	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V3 version finale suite aux observations du maître d'ouvrage	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Point d'arrêt n°2 du MOE
	Reprise du dossier des études Préalables en cas de modifications Majeures des hypothèses	V0 version initiale	1,5 mois à partir de la réunion dédiée à cette prestation	Fiche d'observation du MOE
		V1 version modifiée suite aux observations du maître d'oeuvre	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V2 version modifiée suite aux observations du contrôle extérieur et de l'avis exploitant	2 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V3 version finale suite aux observations du maître d'ouvrage	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Point d'arrêt n°3 du MOE
Ferme – Phase 1.2	Recueil, analyse des données d'études préalables et fourniture d'un rapport	V0 : version initiale	1 mois à partir de la levée du point d'arrêt n°2 ou n°3	Fiche d'observation du MOE
		V1 version finale suite aux observations du maître d'oeuvre	2 semaines après envoi de la Fiche d'observation	Point d'arrêt n°4 du MOE
	Dossier des études de conception Détaillée (PRO)	V0 version initiale	3 mois à partir de la levée du point d'arrêt n°4	Fiche d'observation du MOE
		V1 version modifiée suite aux observations du maître d'oeuvre	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V2 version modifiée suite aux observations du contrôle extérieur et de l'avis exploitant	2 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V3 version finale suite aux observations du maître d'ouvrage	1 mois après envoi de la Fiche d'observation	Point d'arrêt n°5 du MOE
Optionnelle n°1	Élaboration des pièces techniques Du DCE	V0 version initiale	1 mois à partir de la levée du point d'arrêt n°5	Fiche d'observation du MOE
		V1 version modifiée suite aux observations du maître d'oeuvre	0,5 mois après envoi de la Fiche d'observation	Fiche d'observation du MOE
		V2 version modifiée suite aux observations du contrôle extérieur et de l'avis exploitant	0,5 mois après envoi de la Fiche d'observation	Point d'arrêt n°6 du MOE
Optionnelle n°2	Assistance au maître d'oeuvre À l'analyse des offres	V1	10 jours après envoi des offres Par le maître d'oeuvre	Fiche d'observation du MOE
Optionnelle n°3	Assistance au maître d'oeuvre en Phase travaux et jusqu'à la Réception	/	/	/

1.6.3 Points d'arrêts

Les points d'arrêts du présent CCP sont définis comme des points d'arrêt du processus pour lequel un accord formel du maître d'œuvre est nécessaire à la poursuite de l'opération.

Tranches	Missions	Versions des rendus	Validation
Ferme – Phase 1.1	Dossier des études préalables	V1 version finale suite aux observations du maître d'oeuvre	Point d'arrêt n°1 du MOE
		V3 version finale suite aux observations du maître d'ouvrage central	Point d'arrêt n°2 du MOE
	Reprise du dossier des études préalables en cas de modifications majeures des hypothèses	V3 version finale suite aux observations du maître d'ouvrage central	Point d'arrêt n°3 du MOE
Ferme – Phase 1.2	Dossier des études de conception détaillée (PRO)	V1 version finale suite aux observations du maître d'oeuvre	Point d'arrêt n°4 du MOE
		V3 version finale suite aux observations du maître d'ouvrage central	Point d'arrêt n°5 du MOE
Optionnelle n°1	Élaboration des pièces techniques du DCE	V2 version modifiée suite aux observations du contrôle extérieur	Point d'arrêt n°6 du MOE

1.6.4 Documents fournis au titulaire

- Études antérieures au présent marché ;
- Tous documents techniques des équipements existant (descriptif matériel, fiches techniques, dimensionnement électrique...)
- Plan des réseaux existants (localisation des réseaux, points de raccordement...) ;
- Plan topographique.

1.6.5 Réunions d'avancement du marché

Afin d'assurer le bon déroulement des prestations du marché, des réunions d'avancement seront éventuellement tenues entre le chef de projet et le maître d'œuvre.

Selon l'ordre du jour, le chef de projet sera assisté, si besoin, de toute personne qualifiée dont la présence sera nécessaire.

Ces réunions, se tiendront à l'initiative du maître d'œuvre, avec un délai de préavis d'une semaine. Le maître d'œuvre rédigera un relevé de décisions de ces réunions, qu'il adressera au titulaire. Si, au-delà d'une semaine après réception celui-ci n'a fait l'objet d'aucune observation, il sera considéré comme accepté par tous. En cas de remarques de la part du titulaire, le maître d'œuvre intégrera les modifications.

Les réunions internes au titulaire ou dans les locaux de celui-ci ne feront l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

1.6.6 Réunions de préparation de levée de point d'arrêt (tranche ferme et tranche optionnelle 1)

Une réunion de préparation de levée de point d'arrêt intermédiaire se tiendra pour chacune des missions de la tranche ferme et de la tranche optionnelle 1 (le délai de validation des documents étant compris dans le délai partiel) afin de valider les documents intermédiaires en concertation avec le CIGT et le district de Gironde.

À l'issue de chacune des phases de la tranche ferme et à l'issue de la tranche optionnelle 1, une réunion de préparation de levée de point d'arrêt final (hors délais partiels) sera organisée pour valider les documents finaux.

1.6.7 Modalités de convocation (tranche optionnelle 3)

Les demandes d'intervention sur site et les convocations aux réunions de chantier sont passées dans les conditions suivantes :

- le titulaire sera convoqué par courriel avec un délai de préavis d'une semaine.

Le prix remis comprend l'ensemble des frais de préparation et de déplacement sur le site (matériel, véhicule, etc.) et la présence effective des personnels sur le chantier.

Pour la prestation d'intervention sur site, une demi-journée d'intervention correspond à une période de 4 h que ce soit de jour ou de nuit et/ou de week-end.

1.6.8 Contrôles internes et externes

Pour garantir la qualité des études, le titulaire devra mettre en œuvre un contrôle qualité de la production sur deux niveaux :

- Contrôle interne des équipes de production,
- Contrôle externe par le prestataire (effectué avec des personnels expérimentés ne faisant pas partie des équipes de production).

Le plan de contrôle du titulaire vise à optimiser la qualité des études tant sur la forme que sur le fond, en examinant notamment les points suivants :

- Pertinence des études au regard des enjeux du projet : réponse aux objectifs, acceptabilité,
- Conformité des études aux exigences contractuelles,
- Conformité des études aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur,
- Conformité des études aux exigences particulières du maître d'ouvrage.

Le plan de contrôle qualité du titulaire sera remis au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage pour validation. La maîtrise d'ouvrage se fera transmettre par le titulaire les rapports de contrôles interne et externe pour alimenter les dossiers d'études.

1.6.9 Modifications et adjonctions

Le titulaire s'engage à apporter aux dossiers remis, sans rémunération supplémentaire, les modifications ou mises au point qui seraient demandées par le maître d'œuvre pour mettre ces documents en conformité avec les textes réglementaires, les règles de l'art, les observations de l'Administration, de l'autorité habilitée à approuver réglementairement les dossiers, et les décisions d'approbation des dossiers antérieurs.

1.7 Dispositions générales

1.7.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à le pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à le pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux

articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-3 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à le pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7.3 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à le pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins ;
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 7.3.4.

1.7.4 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le pouvoir adjudicateur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 800 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 300 000,00 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à le pouvoir

adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de le pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.7.5 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.4. ci-dessus.

1.7.6 Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG PI, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conformément à l'article 16.2 du CCAG PI-PI, les conditions d'exécution du marché intègrent des exigences environnementales visant à concilier développement économique, protection de l'environnement et progrès social. Ces conditions s'inscrivent dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale, et concernent notamment :

- Mobilité et déplacements professionnels
 - Les réunions de suivi et de concertation seront organisées en visioconférence ou par d'autres moyens numériques chaque fois que cela est possible, afin de réduire les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.
 - Lorsque des déplacements physiques sont nécessaires, le titulaire s'engage à privilégier les modes de transport à faible empreinte carbone, tels que :
 - Les transports en commun (train, tramway, bus),
 - Les véhicules électriques ou hybrides,
 - Le covoiturage lorsque plusieurs membres de l'équipe se rendent sur un même site.
 - Les missions de terrain devront être mutualisées et optimisées afin de limiter le nombre de trajets et d'en réduire l'impact environnemental.

- Gestion des ressources et des supports de travail
 - Dématérialisation des livrables : la majorité des documents et rapports seront transmis sous format numérique (.pdf, .docx, .shp, etc.) pour limiter l'usage du papier et réduire l'empreinte environnementale du marché.
 - Impression responsable : en cas de nécessité d'impressions papier (demandes spécifiques du MOA ou réunions nécessitant des supports physiques), celles-ci devront être réalisées sur :
 - Papier recyclé ou certifié FSC/PEFC,
 - Avec des encres écologiques,
 - En recto-verso et en format optimisé pour limiter la consommation de papier.
 - Gestion des déchets : tout matériel informatique ou électronique utilisé dans le cadre du marché devra être recyclé ou réemployé via des filières agréées en fin de vie.
- Intégration des enjeux environnementaux dans l'étude et les recommandations
 - Les travaux réalisés devront prendre en compte et valoriser les objectifs de transition énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en conformité avec :
 - Les Accords de Paris et les engagements de neutralité carbone à 2050,
 - Les politiques locales de mobilité durable (ex. : Plans Climat Air Énergie Territoriaux – PCAET, Zones à Faibles Émissions – ZFE, stratégies régionales de transport).
 - Le titulaire devra s'assurer que ses analyses, études et recommandations intègrent des critères environnementaux, notamment : Les effets des infrastructures et aménagements proposés sur la biodiversité et l'artificialisation des sols.

Ces conditions d'exécution seront suivies par le MOA tout au long du marché. Tout manquement à ces engagements pourra faire l'objet de demandes correctives de la part du maître d'ouvrage.

1.7.7 Ordre de service

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le RA désigné dans l'article 1.4.1 du présent CCP, dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG PI.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI prestations intellectuelles (CCAG PI), les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

2.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de le pouvoir adjudicateur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) renseigné par le titulaire et ses annexes éventuelles, valant cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- La liste des prix unitaires et forfaitaires ;
- Le document financier ;
- Le fascicule des règles de sécurité lors des travaux sur les routes nationales à chaussées séparées de la DIR Atlantique ;
- Le sous-dossier des plans.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4-4.2 du présent CCP :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.3 Généralités

2.3.1 Équipements existants impactés par les travaux de l'aménagement de voie réservée au covoiturage (VR2+) sur l'A62

Voir plan des équipements existants.

2.3.2 Demande du gestionnaire et règles de conception

Ce programme est donné à titre indicatif.

Il sera définitivement arrêté après la réunion de démarrage avec le CIGT au début des études de définition. Le titulaire devra se rapprocher du concessionnaire fibre pour les différentes procédures d'exécutions à tenir.

Les travaux relatifs aux équipements dynamiques impactés et les travaux de raccordement aux réseaux électriques et fibre comprennent le génie civil et les câbles et la coordination avec les autres réseaux existants et futurs.

Les travaux décrits ci-après ne devront pas occasionner de perte d'exploitation des équipements (y compris éclairage) sur l'ensemble du réseau DIRA/ASF, ou à la marge avec un phasage très précis.

Le titulaire devra être en capacité de réaliser la conception, l'étude, la proposition du volet équipements dynamiques de l'aménagement d'une voie de covoiturage et d'une voie auxiliaire sur la zone du projet (implantation des équipements, règles de lisibilité et de visibilité, dimensionnement des câblages d'alimentation et transmission...). Il devra soumettre au maître d'œuvre une analyse critique de la proposition de ce dernier et de proposer, après vérification du respect des documents techniques et normes en vigueur, une solution technique fonctionnelle. De plus en cas de dérogations ou écarts aux règles de conception, le titulaire devra les identifier, les lister et les justifier.

Le titulaire devra réaliser la conception de la signalisation des vitesses du projet (séquence d'approche et tout au long de l'aménagement) selon les prescriptions suivantes :

- affichage par signalisation dynamique ;
- comptabilité avec le système actuel de régulation dynamique des vitesses (RDV) de la DIRA ;
- compatibilité avec les scénarios d'études de le pouvoir adjudicateur ;
- l'accès nécessaire à l'entretien et la maintenance des équipements en TPC et accotement.

Les modalités de gestion de la vitesse seront précisées ultérieurement.

STATIONS DE COMPTAGE SIREDO (CIGT)

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- Station S70 sur A62 PR 0 + 750 sens Bordeaux-Toulouse
- Station S71 sur A62 PR 0 + 360 sens Toulouse-Bordeaux
- Détecteur déporté S71 sur A62 PR 1 + 050
- Détecteur déporté S72 sur A62 PR 1 + 700
- Station S72 sur A62 PR 2 + 500
- Station S73 sur A62 PR 2 + 970
- Détecteur déporté S73 sur A62 PR 3 + 440
- Station SE1-1 sur A62 PR 9 + 825

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Pour l'ensemble des stations, refaire la totalité des boucles en y intégrant la nouvelle voie avec raccordement en énergie et transmission aux armoires terrain.
- En cas de nécessité, prévoir la création de nouvelles boucles et y intégrer le raccordement en énergie et transmission aux armoires terrain existantes ou nouvelles.

CAMÉRAS DE VIDÉOSURVEILLANCE (CIGT)

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- Caméra CE 19.3 sur A62 PR 0+840 sens Bordeaux-Toulouse
- Caméra A62 CR1 sur A62 PR 2+530 sens Toulouse-Bordeaux
- Caméra A62 CE 1 sur A62 PR 5 + 750 sens Bordeaux-Toulouse
- Caméra A62 CE1.1 sur A62 PR 9+980 sens Toulouse-Bordeaux
- Caméra ASF sur A62 PR 10+020 sens Toulouse-Bordeaux

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Une étude de faisabilité sera à réaliser pour définir l'implantation de caméras supplémentaires afin d'obtenir une vision complète de la zone du projet.

ARMOIRES DE TERRAIN

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- Shelter 5 CEI Villenave-d'Ornon
- AT66 PR 2+500
- AT68 PR 5+750
- AT67 (le switch est dans la SRDT SE1.1)

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Prévoir le raccordement des armoires terrain et équipements associés impactés par le projet aux réseaux énergie et fibre optique.
- Prévoir la création de nouvelles armoires techniques si besoin.

PANNEAUX A MESSAGE VARIABLE (CIGT et district de Gironde)

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- PMV A62 R1 PR 2 + 530 sens Toulouse-Bordeaux
- PMV ASF PR 7 + 285 sens Bordeaux-Toulouse

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

Sans objet

RÉGULATION DYNAMIQUE DES VITESSES (CIGT et district de Gironde)

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- PMV 1 SIEER PR 10 + 080 sens Toulouse-Bordeaux
- PPMV 1 SIEER PR 9 + 280 sens Toulouse-Bordeaux
- PPMV 2 SIEER PR 5 + 590 sens Toulouse-Bordeaux
- PPMV 3 SIEER PR 5 + 100 sens Toulouse-Bordeaux
- PMV SIEER PR 1 + 700 sens Toulouse-Bordeaux

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Prévoir la pose et le raccordement en énergie et en fibre de la signalisation dynamique des vitesses nécessaires au fonctionnement de la VR2+ et de la voie auxiliaire.
- Prévoir l'implantation de la séquence d'abaissement des vitesses en approche de différents scénarios de l'aménagement.

SYSTÈME D'AFFECTATION DES VOIES (CIGT et district de Gironde)

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

Sans objet

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Prévoir la pose et le raccordement en énergie et en fibre du SAV nécessaire à l'activation de la VR2+ et de la voie auxiliaire. Chaque équipement devra avoir un fonctionnement indépendant, les deux systèmes (SAV et RDV) devront toutefois être corrélés pour ne pas entrer en conflit.

PORTIQUE « ÉCOTAXE »

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- Portique PR 8 + 390

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Sans objet.

POSTES D'APPEL D'URGENCE (CIGT)

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- PAUS A01 sur A62 PR 0+300 sens Bordeaux-Toulouse

- PAUP A02 sur A62 PR 0+360 sens Toulouse-Bordeaux
- PAUS A03 sur A62 PR 1+700sens Bordeaux-Toulouse
- PAUP A04 sur A62 PR 1+700 sens Toulouse-Bordeaux
- PAUS A05 sur A62 PR 3+400 sens Bordeaux-Toulouse
- PAUP A06 sur A62 PR 3+400 sens Toulouse-Bordeaux
- PAUS A07 sur A62 PR 5+200 sens Bordeaux-Toulouse
- PAUP A08 sur A62 PR 5+200 sens Toulouse-Bordeaux
- PAUS A09 sur A62 PR 7+200 sens Bordeaux-Toulouse
- PAUP A10 sur A62 PR 7+200 sens Toulouse-Bordeaux
- PAUS A11 sur A62 PR 8+850 sens Bordeaux-Toulouse
- PAUP A12 sur A62 PR 8+850 sens Toulouse-Bordeaux
- PAUS 10S sur A62 PR 10+050 sens Bordeaux-Toulouse
- PAUP 10N sur A62 PR10+050 sens Toulouse-Bordeaux

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Remise en état complet des équipements et câbles d'alimentation.
- Mettre à jour la technologie des équipements en places selon les dispositions de la DIRA.

SYSTÈME DE CONTRÔLE

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- Radar de contrôle des vitesses maximales autorisées sur A62 PR sens Toulouse-Bordeaux.

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

Le titulaire devra prévoir la possibilité de maintenir l'emplacement du radar actuel, le cas échéant, il devra alerter le maître d'œuvre pour prévoir son déplacement (ainsi que les câblages nécessaires).

Le titulaire devra réaliser une étude d'implantation d'un radar de contrôle de l'utilisation de la VR2+.

PRISMES DIRECTIONNELS SUR PORTIQUES DE SIGNALISATION

ÉQUIPEMENTS CONCERNÉS

- Prisme 6a sur A62 PR 0+1004 sens Toulouse-Bordeaux
- Prisme 6b sur A62 PR 0+752 sens Toulouse-Bordeaux
- Prisme 6c sur A62 PR 0+501 sens Toulouse-Bordeaux

DESCRIPTION DES TRAVAUX À RÉALISER

- Le titulaire devra vérifier la possibilité de maintenir les portiques existants avec l'ajout d'une mention supplémentaire. En cas de non possibilité, le titulaire devra prévoir le remplacement total des portiques avec maintien des prismes et leur raccordement.

2.4 Prestations de la tranche ferme : études de définition des équipements dynamiques

2.4.1 Réunion de lancement, visite détaillée et connaissance du site

Au préalable du démarrage du recueil des données une réunion de lancement avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sera indispensable pour préciser les attentes et contraintes techniques ainsi que les contraintes du gestionnaire.

En phase de recueil de données, le titulaire devra procéder à minima à une visite complète du périmètre d'étude. S'il le juge nécessaire, le titulaire pourra procéder à toutes les visites du site qu'il jugera opportunes pour recueillir les données complémentaires nécessaires sur la nature et les caractéristiques principales des zones concernées, ainsi que les contraintes du site pour la faisabilité du fonctionnement des équipements. Pour cela, il faudra respecter les règles de sécurité expliquer en 2-2 Règles de sécurité du présent DCE

2.4.2 Examen critique des schémas projetés

À partir des éléments fournis par l'administration et des visites sur le site, le titulaire devra procéder à l'examen critique des dispositifs projetés, avec analyse de leur faisabilité et de leur compatibilité :

- par rapport aux contraintes hydrauliques, géométriques, techniques et environnementales ;
- par rapport aux contraintes de sécurité et de circulation ;
- en implantation et en nature.

2.4.3 Étude de couverture vidéo

Une étude de faisabilité sera à réaliser pour définir l'implantation de caméras supplémentaires afin d'obtenir une vision intégrale de la zone du projet.

2.4.4 Étude de couverture de détection automatique d'incidents (DAI)

Une étude de faisabilité sera à réaliser pour définir l'implantation et le coût des équipements nécessaire à la réalisation d'une DAI sur la totalité de la zone du projet.

2.4.5 Établissement d'un rapport critique suite au recueil et à l'analyse des données

Avant la réalisation du dossier des études d'études le titulaire établira un rapport critique des éléments recueillies ou établies. Il indiquera dans ce rapport la pertinence des données et indiquera les besoins complémentaires éventuels.

2.4.6 Établissement d'un dossier d'études préalables

À partir des données ainsi recueillies ou établies, le titulaire établira au minimum les documents ci-après :

- mise au net sur fonds de plan au 1/1000 des équipements existants et projetés en tenant compte de toutes les contraintes ;
- une notice explicative faisant apparaître l'analyse critique, notamment du point de vue de la faisabilité et de la compatibilité, des dispositifs envisagés, et des propositions de solutions le cas échéant : choix techniques, optimisation de l'utilisation partagée des infrastructures d'accueil (tranchées et génie civil).
- Une estimation globale du coût du volet ED de l'opération : mise en œuvre et les coûts d'entretien.

Comme indiqué dans le paragraphe 1.6.1, le dossier des études préalables nécessitera plusieurs versions définies comme telles :

- une version initiale ou « V0 », soumise au maître d'œuvre.
- une version 1 ou « V1 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'œuvre
- une version 2 ou « V2 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du contrôle extérieur et du gestionnaire ;
- une version 3 ou « V3 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'ouvrage central.

Après une réunion de présentation des différents documents réalisés, le titulaire devra obtenir la validation des conclusions par le maître d'œuvre et les exploitants.

2.4.7 Modification majeure du dossier des études préalables suite au point d'arrêt avec le maître d'ouvrage central

Une fois le dossier d'études préalables élaboré, un point d'arrêt sera organisé avec la Direction des Mobilités Routières, maître d'ouvrage central de l'opération. Le but de ce point sera de présenter et valider l'aménagement proposé. Du fait du caractère expérimental et inédit du projet, des décisions dimensionnantes concernant les équipements dynamiques pourront être prises lors de ce point d'arrêt (création de plusieurs tronçons d'activation de la VR2+ et de la voie auxiliaire, modification du nombre de portiques, modification des signaux ou des interdistances entre les portiques

par exemple). Le cas échéant, le maître d'œuvre pourra demander au prestataire de redimensionner tout ou partie des équipements dynamiques.

Comme indiqué dans le paragraphe 1.6.1, le dossier des études préalables repris suite à une modification majeure nécessitera plusieurs versions définies comme telles :

- une version initiale ou « V0 » ;
- une version 1 ou « V1 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'œuvre
- une version 2 ou « V2 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du contrôle extérieur et du gestionnaire ;
- une version 3 ou « V3 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'ouvrage central.

2.4.8 Établissement d'un dossier technique détaillé (PRO)

À partir des données ainsi recueillies ou établies, le titulaire établira au minimum les documents ci-après :

- mise au net sur fonds de plan au 1/1000 des équipements existants et projetés (y compris réseaux d'alimentation) en tenant compte de toutes les contraintes ;
- une notice explicative faisant apparaître l'analyse critique, notamment du point de vue de la faisabilité et de la compatibilité, des dispositifs envisagés, et des propositions de solutions le cas échéant : choix techniques, optimisation de l'utilisation partagée des infrastructures d'accueil (tranchées et génie civil), les déplacements provisoires et définitifs, l'analyse d'un phasage prévisionnel de réalisation du nouveau génie civil et des équipements, les mesures d'exploitation nécessaires vis-à-vis de la circulation, les propositions de dispositif innovant pour l'information des usagers en phase chantier ;
- une note de calcul des réseaux électriques avec validation des calculs par un contrôle externe indépendant.
- l'estimation des coûts des travaux et de l'entretien des équipements ;
- les avants-métrés.

Le dossier comprendra les certificats de contrôle dressés par un organisme spécialisé ayant préalablement été agréé par le maître d'œuvre établissant la conformité des installations prévues et des calculs par rapport aux normes (alimentation, massifs, etc.).

Les solutions feront l'objet de propositions technico-économiques pour permettre la prise de décisions par le pouvoir adjudicateur. Les solutions devront également prévoir le coût d'entretien prévisionnel annuel et le coût estimé sur 10 ans.

Comme indiqué dans le paragraphe 1.6.1, le dossier des études détaillées (PRO) nécessitera plusieurs versions définies comme telles :

- une version initiale ou « V0 » ;

- une version 1 ou « V1 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'œuvre
- une version 2 ou « V2 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du contrôle extérieur et du gestionnaire ;
- une version 3 ou « V3 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'ouvrage central.

Après une réunion de présentation des différents documents réalisés, le titulaire devra obtenir la validation des conclusions par le maître d'œuvre et les exploitants.

2.5 Prestations de la tranche optionnelle 1 : établissement des DCE

Après validation des études de conception des équipements dynamiques par le maître d'œuvre et l'exploitant (CIGT), le titulaire devra établir les pièces techniques du DCE.

Le titulaire devra établir :

- le CCTP ;
- les plans généraux et de détail à échelle adaptée, agréée par le maître d'œuvre ;
- l'état des prix forfaitaires ou le bordereau des prix unitaires et forfaitaires ;
- le document financier ou le détail estimatif ;
- une estimation de coût des travaux et des coûts d'entretiens sur 10 ans ;
- l'avant-métré détaillé ;
- tous les plans et la notice nécessaires à l'établissement du ou des dossiers d'exploitation sous chantier (DESC) à agréer par le district de Gironde ;
- cadre du SOPAQ ;
- tout autre document technique nécessaire à la consultation.

Le titulaire proposera également un mode argumenté d'appréciation de la valeur technique des offres (composantes, pondération de ces composantes).

L'estimation sera effectuée sur la base des quantités avec marges.

Les marges éventuelles seront proposées dans une colonne séparée. Le titulaire s'attachera à préciser dans quelles mesures ces marges sont possibles, voire acceptables, en fonction des différents critères (météorologiques, techniques, délai, etc.).

Comme indiqué dans le paragraphe 1.6.1, le DCE nécessitera plusieurs versions définies comme telles :

- une version initiale ou « V0 » ;
- une version 1 ou « V1 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du maître d'œuvre

- une version 2 ou « V2 » qui reprendra les remarques émises suite à l'avis du contrôle extérieur et du gestionnaire ;

Après une réunion de présentation des différents documents réalisés, le titulaire devra obtenir la validation des conclusions par le maître d'œuvre.

2.6 Prestations de la tranche optionnelle 2 : analyse technique des offres et mise au point du marché

Le titulaire assurera une assistance au maître d'œuvre en procédant à une analyse comparative détaillée de la valeur technique des offres y compris analyse des variantes éventuelles et en apportant un conseil à la mise au point des pièces techniques du marché.

Après examen des documents techniques joints à l'offre (S.O.P.A.Q., mémoire justificatif) et plus particulièrement : l'organigramme chantier, l'organisation de la qualité pour le chantier considéré, la liste des procédures d'exécution, les contrôles de qualité et de suivi, la liste du matériel et des moyens affectés au chantier, le planning et le phasage des travaux, la liste des sous-traitants et fournisseurs, les mesures environnementales, de sécurité et de protection de la santé, il proposera au maître d'œuvre la notation des offres sur le critère de leur valeur technique, selon le système de notation validé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire rédigera un rapport de proposition de notation assorti des propositions adéquates en vue de la mise au point du marché avec le candidat attributaire.

Le titulaire analysera les réponses de l'attributaire provisoire suite aux demandes de le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la mise au point du marché.

2.7 Prestation de la tranche optionnelle 3 : Assistance au maître d'œuvre en phase travaux et réception

Le titulaire assistera le maître d'œuvre pendant toute la durée du chantier sur les équipements dynamiques.

Le titulaire assurera sur convocation l'assistance aux réunions préparatoires de chantier, à l'examen des pièces demandées en période de préparation de chantier (PAQ, planning, agrément produits, etc).

Il assistera le maître d'œuvre sur convocation, pour des visites de chantier sur site, l'assistera pour la levée de point d'arrêt.

Le titulaire assurera l'assistance pour l'examen de la conformité au projet des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs et l'assistance au maître d'œuvre pour le visa des notes et plans d'exécution, pour les notices « matériels », les notices d'exploitation et de maintenance, les dossiers de récolement et pour le suivi des recettes à savoir :

- recette usine ;
- levée des réserves usine ;
- procès-verbaux de levée de ces réserves ;
- accord sur la venue du site ;
- recette site ;
- levée des réserves avant mise en exploitation ;
- procès-verbaux de mise en exploitation.

À l'issue de l'installation complète de tous les équipements, il sera procédé à une recette globale de l'installation. Le titulaire assurera l'assistance au suivi des opérations de réception (essais, contrôles, levée de réserves, réceptions partielles, etc.)

ARTICLE 3 - VALIDATION, FORME DES DOCUMENTS REMIS PAR LE TITULAIRE ET MODE DE TRANSMISSION

Le format normalisé du dossier remis par le titulaire sera soumis à l'agrément du maître d'œuvre.

Les documents écrits seront rédigés de façon claire et aérée, accompagnés notamment de photos, schémas, tableaux et croquis nécessaires à leur compréhension.

Les renseignements portés sur les documents graphiques devront avoir l'approbation du maître d'œuvre.

3.1 Documents à produire par le titulaire

– *les documents et rendus intermédiaires* : études et propositions de différents aménagements, les études comparatives, les contrôles internes et externes etc.... et de manière générale, tout ce qui n'est pas rendu final.

– *les documents finaux*, dont la liste non exhaustive est : dossier d'études détaillées, DCE, rapport d'analyse des offres, etc.

3.2 Validation des documents

Les seules stipulations applicables sont celles du CCAG PI prestations intellectuelles.

Le délai de validations des documents présentés lors des réunions est de 21 jours.

3.3 Mode de transmission

3.3.1 Supports papier

Tous les documents « minutes » seront fournis en version informatique. Les documents définitifs, seront fournis en une version informatique et une version papier.

3.3.2 Formats et supports informatiques

Le titulaire devra s'assurer dès le démarrage des études que les versions informatiques qu'il utilisera sont compatibles avec celles utilisées par le conducteur de l'étude. Il indiquera dès le début des études la liste des logiciels informatiques qu'il compte utiliser pour les différentes études à réaliser.

Pour chaque remise de fichiers informatiques, le titulaire joindra la liste détaillée des fichiers en précisant le nom, le format, le type, les liaisons externes (ex : fichiers XREF sous Autocad) et le contenu des fichiers.

En particulier, il devra veiller à transmettre au maître d'œuvre des fichiers intégralement utilisables avec les logiciels suivants :

- les fichiers dessins au format DWG : logiciel AUTOCAD version 2023 ;
- les autres documents, sxw, sxc, odc, odp, odt, pour logiciel Libre office version 6 ;
- données SIG : logiciel QGIS.

Canevas planimétrique

Le système de coordonnées sera le système de coordonnées géodésiques en projection RGF 93 CC45

Canevas d'altimétrie

Les altitudes seront rattachées au nivellement général de la France NGF IGN 69.

De plus en fin d'étude, le titulaire remettra en version informatique l'ensemble des cartographies, ainsi que l'ensemble des fichiers textes correspondants du dossier final du projet assainissement et des dossiers finaux loi sur l'eau, sous formes de fichiers images (JPEG ou PDF), et joindra la liste détaillée des fichiers en précisant le nom et leur contenu.

ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

4.1 Tranche optionnelle

4.1.1 *Délais limites de notification*

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	36 mois
Optionnelle 2	36 mois
Optionnelle 3	42 mois

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

4.1.2 *Indemnité de dédit*

Sans objet.

4.1.3 *Indemnité d'attente*

Sans objet.

4.2 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG PI sont seules applicables.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- respect par le titulaire des prescriptions du fascicule des règles de sécurité lors des travaux sur les routes nationales à chaussées séparées de la DIR Atlantique (document contractuel) et des procédures utilisées par l'exploitant de la rocade (district de Gironde de la DIRA) ;

- investigations sous circulation de l'A62 et éventuellement de la rocade de Bordeaux ;
- délai de préavis d'intervention avec le district de Gironde quant à la sécurité des interventions et l'accès sur site ;
- contraintes pour le maintien en fonctionnement des équipements lors des travaux ;
- contraintes de coordination avec le projet routier ;
- contraintes de phasage ;
- réunions nécessaires avec le maître d'œuvres (assisté du CIGT et du district de Gironde) pour l'organisation de la campagne d'étude, le suivi des travaux et le suivi de la garantie ;
- respect des délais d'interventions, de jour, de nuit et/ou de week-end ;
- dépenses résultant de l'organisation interne du titulaire : réunions internes, contrôles intérieurs, modifications ou mises au point demandées par le maître d'œuvre à apporter aux dossiers remis ;
- frais de reprographie des études mises à la disposition du titulaire.

4.3 Règlement des comptes

4.3.1 Modalité de règlement des comptes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG PI. Le titulaire transmet sa demande de paiement après admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

4.3.2 Modalités de transmission et de paiement

4.3.2.1– Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme “facture” désigne dans le présent marché “le projet de décompte”.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la Commande Publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

4.3.2.2 - Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la Commande Publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.4.1 Forme des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-4.3 et 4-4.4.

4.4.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4.4.3 Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation
ING	Ingénierie

Cet index est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;

Cet index de référence est appliqué à tous les prix.

Les primes, pénalités, retenues et indemnités ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4.4.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence l'index ING prise au mois zéro ;

I_n = Valeur de l'index ING associée à la réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application de l'article R2191-27 du Code de la Commande Publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG PI.

4.4.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

4.5 Modalités particulières de paiement

- Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte à payer directement sur le compte commun, déterminé à partir du décompte afférent aux prestations assignées à ce cotraitant, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.
- Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.
- Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-

traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

ARTICLE 5 - DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

5.1 Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

5.2 Prolongation du délai d'exécution

En complément aux stipulations de l'article 13.3 du CCAG PI PI, le délai d'exécution pourra être suspendu par un ordre de service du conducteur de l'étude en cas de difficultés éventuelles de recherches de données ou si les documents intermédiaires fournis en cours de l'étude nécessitent des délais spécifiques ou pour tout autre raison imposant une suspension du délai.

5.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

5.3.1 Pénalités pour retard de remise de documents

Pour tout retard de remise de la version finale du document de chacune des missions selon les délais distincts précisés à l'article 1.6 du présent CCP, le titulaire subira sur ses créances des pénalités par jour calendaire de 50 € euros H.T. sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

5.3.2 Pénalités pour retard d'exécution de délais d'exécution d'une tranche

Par dérogations à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités journalières sont fixées ci-dessous :

Tranche	Désignation	Pénalité H.T. journalière
Ferme	Recueil et analyse des données et réalisation des dossiers	200 €
TO 1	Réalisation des pièces techniques des DCE	200 €
TO 2	Rapport d'analyse technique des offres	100 €
TO 3	Avis sur document ou procès verbal d'intervention	50 €

5.3.3 Pénalités pour non respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs

Pour tout manquement aux règles et prescriptions de sécurité des travailleurs et du marché, une pénalité journalière de 1 000 € H.T. est appliquée, après constatation par le maître d'œuvre et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

5.3.4 Pénalités pour erreurs répétitives

Lorsque le maître d'œuvre remarquera que les modifications ou indications signalées par écrit au cours des phases précédentes ne sont toujours pas prises en compte complètement dans une phase ultérieure, il pourra être appliqué une pénalité de 200 € H.T.

5.3.5 Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

5.3.6 Pénalités pour absence aux réunions

Pour toute absence aux réunions de chantier, le titulaire subira une pénalité de 200 € H.T.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.1 Retenue de garantie

Sans objet.

6.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L2191-2 et L2191-3 et R2191-3 à 12 du Code de la Commande Publique, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	%
Ferme	30,00 %
Optionnelle n°1	20,00 %
Optionnelle n°2	20,00 %
Optionnelle n°3	20,00 %

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du Code de Commande Publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à le pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de le pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7 - ADMISSION

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de vérification, les prestations ne seront pas considérées comme admises.

7.1.1 Remise des documents

Le titulaire remet au RA les documents indiqués dans le CCP, sous forme dématérialisée dans les formats suivants : pdf, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

7.1.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de le pouvoir adjudicateur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai suivant : 3 mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de le pouvoir adjudicateur des documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme admise.

7.1.3 Réfaction

Il n'y aura pas d'admission avec réfaction sur les prix, toute prestation non conforme sera rejetée.

7.1.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai qui sera fixé par le représentant de le pouvoir adjudicateur. Par dérogation à l'article 29.2.1, ce délai peut être inférieur ou supérieur à 15 jours et est indiqué dans la décision d'ajournement. Ce délai est soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI, le silence de le pouvoir adjudicateur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de le pouvoir adjudicateur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus (3 mois).

7.1.5 Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus (3 mois).

ARTICLE 8 - ARRÊT DE L'ÉTUDE

En application de l'article 22 du CCAG PI, le RA se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des tranches (parties techniques). Il est alors fait application des dispositions des articles 38.3 et 41.2 du CCAG PI.

Chaque phase étant assortie d'un montant, il n'y aura pas lieu de verser une indemnité au titulaire.

ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents produits par le titulaire seront la propriété exclusive de l'État. Il en sera de même pour les documents que l'Administration aura remis au titulaire en vertu de l'article 1.6.4 ci-dessus.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats des études faisant l'objet de l'étude qu'avec l'accord préalable de l'Administration.

Toutefois, si le titulaire met au point en cours d'études une formule, une technique nouvelle ou un programme dont la découverte n'est pas l'objet de l'étude, il en demeure propriétaire.

ARTICLE 10 - SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion, pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de l'étude.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources d'études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation de l'étude.

ARTICLE 11 - PRINCIPES DE L'EXÉCUTION PERSONNELLE ET D'INDÉPENDANCE

Le titulaire doit exécuter lui-même la prestation convenue : il ne peut pour son exécution céder ou sous-traiter sa prestation, ni contracter une autre association que

celle prévue sans autorisation préalable de l'Administration. D'autre part le titulaire s'engage à n'accepter aucune rétribution ou contribution de la part d'un tiers en rapport avec l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 12 - ARRÊT DES PRESTATIONS – RÉSILIATION

12.1 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, le MOA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies aux articles 2.4 à 2.7 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

12.2 Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de le pouvoir adjudicateur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG PI, la résiliation du marché par décision de le pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 13 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 14 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 1.4.3 – Personne physique affectée à la mission	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG PI
L'article 1.7.4 – Assurances	déroge à l'article	9.2 du CCAG PI
L'article 2 – Pièces constitutives du marché	déroge à l'article	4.1 du CCAG PI
L'article 5.3 – Pénalités	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG PI
L'article 5.3.2	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG PI
L'article 6.2 – Avances	déroge à l'article	11.1 du CCAG PI
L'article 7 – Admission	déroge à l'article	29 du CCAG PI
L'article 7.1.2 – Délais d'admission des prestations	déroge à l'article	28.2 du CCAG PI
L'article 7.1.4 – Ajournement	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG PI
L'article 12.2	déroge à l'article	39.2 du CCAG PI